



Les dépenses en programmation

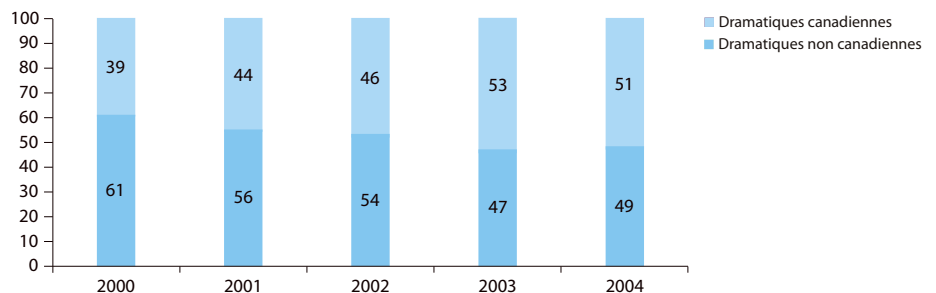
La télé-réalité empiète-t-elle sur les budgets des dramatiques ?

Les télédiffuseurs privés du Québec – tels que TVA et TQS – investissent de plus en plus dans la programmation canadienne (presque entièrement québécoise dans ce cas) : au cours des cinq dernières années, ils ont augmenté ces dépenses de 22%. Cependant, comme les sommes consacrées à l'acquisition d'émissions non canadiennes ont crû dans les mêmes proportions, la part du budget total de programmation que ces généralistes privés allouent à des contenus nationaux demeure inchangée. Elle représente néanmoins une portion considérable (80%) de l'ensemble des dépenses de programmation de 2000 à 2004.

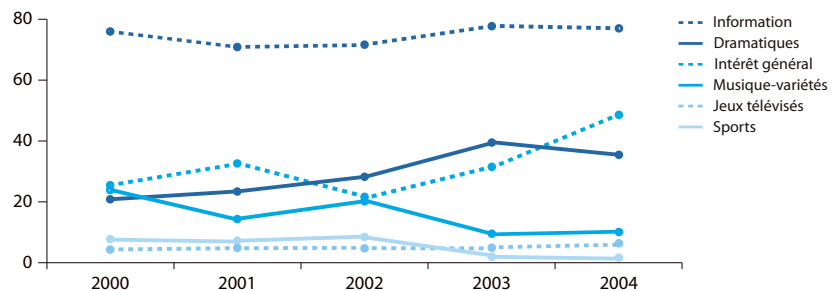
Les dramatiques constituent cependant une exception à cet investissement massif dans les contenus canadiens, puisque la moitié des dépenses de programmation liées à cette catégorie d'émissions – qui englobe également comédies et longs métrages – est affectée à la programmation étrangère. N'empêche que, depuis cinq ans, ces dépenses sont de plus en plus tournées vers des productions canadiennes. Si bien d'ailleurs qu'une tendance se renverse : alors qu'en 2000, la part du budget réservée aux dramatiques non canadiennes dépassait largement celle du budget des dramatiques canadiennes (avec respectivement 61% et 39%), les sommes consacrées à ces dernières ont rattrapé, et même légèrement dépassé, celles liées aux dramatiques non canadiennes en 2003 et 2004 (graphique 1). La confiance des télédiffuseurs privés du Québec à l'égard des dramatiques canadiennes s'accroît donc d'année en année. Qui plus est, toujours au cours des cinq dernières années, les dramatiques canadiennes auront particulièrement bénéficié de l'augmentation générale des dépenses de programmation. Les sommes que les télédiffuseurs privés leur ont accordées ont pour ainsi dire doublé en quelques années, passant de 19 millions\$ en 2000 à 38 millions\$ en moyenne pour 2003 et 2004 (graphique 2).

Donc, les craintes que certains entretiennent et selon lesquelles la télé-réalité affecterait à la baisse le financement des dramatiques ne trouvent pas véritablement de fondement dans

1. Répartition (%) des dépenses consacrées aux dramatiques par les télédiffuseurs privés du Québec, selon l'origine des émissions



2. Variations des dépenses de programmation canadienne des télédiffuseurs privés du Québec, selon les catégories d'émissions (en millions de \$)



l'immédiat. En fait, les deux genres croissent en parallèle, sans véritable effet de vases communicants (graphique 2). Les dépenses allouées aux émissions canadiennes « d'intérêt général », lesquelles incluent les émissions de télé-réalité, ont ainsi récemment explosé, à près de 50 millions\$, en 2004. Et le moment coïncide avec la prolifération au petit écran des émissions de télé-réalité, qui nécessitent généralement d'imposants budgets : la première d'entre elles, *Star académie*, a connu ses premiers succès à l'hiver 2003; *Loft Story* et *Occupation double* lui ont emboîté le pas à l'automne 2003. En 2004, les sommes investies dans les émissions canadiennes d'intérêt général (qui incluent, outre les émissions de télé-réalité, celles portant sur les arts et spectacles – comme *Dans ma caméra* ou *Flash*) auront donc dépassé les investissements des télédiffuseurs privés pour *Fortier, Annie et ses hommes*, *450*, *Chemin du Golf* et autres dramatiques (incluant les films).

En pratique, les chaînes privées généralistes ont consacré l'essentiel de la croissance de leurs budgets de programmation canadienne aux émissions dramatiques et d'intérêt général. En effet, comme le montre le graphique 2, les autres catégories ne profitent pas réellement de la croissance globale des investissements. Ainsi, les dépenses allouées à l'information et aux jeux télévisés sont pratiquement demeurées inchangées depuis cinq ans (l'information, qui englobe nouvelles, émissions d'affaires publiques, documentaires et magazines d'information générale, demeure toutefois le secteur le plus coûteux avec plus de 40% des dépenses). Quant aux dépenses attribuées aux émissions de sports et de « musique et variétés », elles sont visiblement en baisse (témoignant, à notre avis, de l'abandon progressif de ces genres d'émissions de la part des généralistes au profit des chaînes spécialisées). ●